Le maillage religieux de l'espace

Questions sur les territoires vécus par les fidèles catholiques

Louisa Plouchart

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/506>

DOI : 10.4000/abpo.506

ISBN : 978-2-7535-1515-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2009

Pagination : 141-160

ISBN : 978-2-7535-1008-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Louisa Plouchart, « Le maillage religieux de l'espace », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-3 | 2009, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/506> ; DOI : 10.4000/abpo.506

Le maillage religieux de l'espace

Questions sur les territoires vécus par les fidèles catholiques

Louisa PLOUCHART

Maître de Conférences de Géographie
UMR 6590 ESO (Espaces géographiques et Sociétés) –
université Rennes 2 Haute-Bretagne

La présente contribution est une position de recherche, fruit d'une première et récente réflexion et d'un travail bibliographique sur le maillage religieux de l'espace et ses recompositions. Elle s'inscrit dans un projet de recherche pluridisciplinaire et multisite, dans un cadre « grand Ouest », associant historiens médiévistes et modernistes, toponymistes et celtisants, et géographes de Bretagne. Une série d'interrogations propres à chaque discipline, mais portant toutes sur les identités et les pratiques des territoires du religieux, donne au projet son caractère novateur et ambitieux. En effet, la convergence des thèmes de recherche, qui ne demandent qu'à s'alimenter et s'enrichir mutuellement, constitue véritablement le point de départ de la démarche. Elle est notamment fondée sur l'hypothèse que les facteurs qui interviennent dans le « redéploiement » paroissial (ou réforme des paroisses-communes) pourraient éclairer les conditions historiques de leur construction. Le croisement des approches et des investigations est ainsi susceptible de contribuer à renouveler les termes de cette problématique à caractère fédérateur, dont témoignent les nombreuses productions scientifiques antérieures et l'intérêt d'un grand nombre de chercheurs ; la bibliographie sur le sujet est fort abondante. De même, l'originalité de cette recherche, fondamentalement pluridisciplinaire, réside dans la rencontre et la confrontation de méthodes et d'outils propres à chaque branche du savoir, destinées à apporter un éclairage neuf sur la question.

Pour le géographe se pose la question tout d'abord de qualifier et d'identifier les territoires multiséculaires de la religion et des fidèles catholiques ; paroisses et diocèses relèvent en effet moins de l'expérience individuelle et intime que de constructions géographiques collectives inscrites sur le temps long. Ces constructions reposent sur des fondements sociaux et

culturels, économiques autant que politiques des groupes humains ; elles ont été, pourrait-on dire, le cadre historique et matériel du culte.

À l'origine, et d'un point de vue strictement canonique, la paroisse, contrairement au diocèse¹, n'est pas une structure territoriale. Il faudrait préciser, car dans le cas de recompositions paroissiales comme il s'en produit depuis deux à trois décennies, les « nouvelles paroisses » doivent en principe répondre aux demandes/besoins des communautés de fidèles. L'entrée par la géographie sociale doit permettre de répondre à la question d'un (ré)-aménagement du territoire religieux, paroissial et diocésain, qui considère comme prioritaire cette question du « faire communauté² » ; est-ce bien le cas ? Tout pousse à penser en effet que la communauté vue sous l'angle religieux ne présente pas aujourd'hui de territorialité évidente : l'hétérogénéité des formes de recompositions, et des pratiques sur le territoire français en témoigne bien³ ; nombre de recherches en sciences humaines et sociales illustrent ce fait.

Comment rendre, dans ce contexte, l'église et le clocher plus proche de la population alors que le territoire paroissial s'élargit ? Les recompositions paroissiales semblent fondées sur une nouvelle définition (canonique) de la communauté et, partant, sur une nouvelle appréciation de la proximité⁴ ; ou peut-être bien, plus simplement, les territoires n'ont-ils qu'un temps ou qu'il existe un temps du territoire ? Par ailleurs, une géographie sociale du maillage territorial religieux, ancien, hérité, doit recourir à une géographie de la mémoire. Une telle géographie doit emprunter à l'histoire ; de même qu'elle ne saurait faire abstraction de considérations sociologiques ou anthropologiques. Temps et espace intimement liés, voilà qui rejoint l'école géographique suédoise de Lund (dirigée par Torsten Hägerstrand

1. En latin classique, le terme *plebs* désigne « le peuple » ; il s'applique, en latin chrétien, à la « communauté de fidèles », il désigne ensuite « les fidèles », puis « les chrétiens ». Ultérieurement, le terme a pris une portée territoriale qui se retrouve aussi bien dans les *ploues* bretonnes que dans les *pieves* italiennes. Par ailleurs, en grec classique, *paroikia* (qui est passé en latin chrétien sous la forme de *parrochia*) désigne initialement « un séjour à l'étranger » (Étymologiquement *para-oikeo* signifie « habiter auprès de », « habiter en passant ») avant de prendre le sens général d'une « circonscription ecclésiastique » (et d'abord surtout de diocèse). Le terme évoquait donc le statut du chrétien de passage ici-bas et en route vers l'autre monde. Et pour Michel Lauwers : « Le mot *plebs*, qui était donc passé du sens de « fidèles » à celui « d'Église », en vint également à qualifier le ressort ou territoire d'une église », LAUWERS, Michel, « Paroisses, paroissiens et territoires », p. 11-31, dans : *La paroisse*, Revue *Médiévales* n° 49, éd. CNRS-PUV, 2005, Saint-Denis.

2. L'approche qu'en fait Colette Muller est très riche, MULLER, Colette, BERTRAND, Jean-René, *Religions et territoires*, éd. L'harmattan, 1999, Paris, 291 p.

3. L'exemple pris dans l'Ouest de la France, en Pays de Loire et Vendée, par Dorothée Élineau en est une bonne illustration, ÉLINEAU, Dorothée, *Églises, Sociétés et Territoires : paroisses et paroissiens dans les Pays-de-la-Loire*, Thèse de Doctorat de Géographie, Université du Maine, 2000, 428 p.

4. BERTRAND, Jean-René, ÉLINEAU, Dorothée, « Paroisse et proximité », p. 37-39, Revue *ESO Espaces géographiques et sociétés* n° 14, *Dossier Proximité*, Université du Maine, UMR 6590-ESO, GREGUM, 2000, 89 p.

dans les années 1970), la *time-géography*⁵, envisage en effet l'espace et le temps comme une seule unité : « l'espace-temps ». L'idée étant que tout processus est localisé, situé dans le temps et exige pour sa réalisation de l'espace : saisir donc les choses dans leur environnement (contexte/situation) et suivre leur déroulement (temps/biographie-histoire). Cette notion d'espace-temps est séduisante au point de constituer une piste et ouvre à la réflexion. Plus que des modèles, la *time-géography* donne donc à voir des formes d'expressions et d'expériences spatiales, notamment des lieux de vie (encore qu'Hägerstrand ait modélisé des trajectoires et des lieux de vie), qui appliquées à la variété des espaces, péri-urbains notamment, pourraient expliquer le choix des nouveaux pôles religieux et leurs aires d'influence. Le péri-urbain renvoyant à des problématiques liées aux transports ou à celles des rythmes (rythmes sociaux et professionnels/rythmes religieux), reste à vérifier l'hypothèse que les mutations en matière de comportements religieux ne sont qu'une des nombreuses conséquences de la péri-urbanisation, et donc de l'allongement des distances à parcourir sur des temps de plus en plus courts ? Il paraît nécessaire de vérifier si l'antique finage, modèle d'aménagement des territoires associant étroitement instance politique et instance religieuse, participe à la redéfinition récente et/ou en cours du maillage religieux de l'espace.

En géographie, l'analyse en aires d'influence permet, dans le domaine social, de traduire la notion de régions naturelles que révèle l'étude des milieux. L'aire, ou la zone d'influence, serait le pendant social des terroirs. L'entrée par les aires d'influence fait découvrir le fonctionnement socio-spatial des sociétés (d'où l'emprunt répété à la théorie des lieux centraux de Walter Christaller – 1933 – et August Lösch – 1938 – notamment). L'enquête et l'investigation de terrain sont par conséquent nécessaires pour éclairer les modalités et les liens de causalité réciproques qui existent entre l'homme ou la communauté humaine, le temps, et son inscription dans l'espace dans un contexte de changement d'échelles.

Le propos est moins spirituel ou relatif à la foi des individus qu'aux territoires, aux mailles territoriales, où s'est exercée par le passé, et où s'exerce la pratique religieuse, catholique ici⁶. Il existe bien sûr plusieurs manières de décrire des objets géographiques, aussi bien dans leur individualité que dans leur organisation spatiale ; l'analyse par mailles territoriales présente l'avantage de pouvoir décrire l'espace géographique par morceaux, emboîtés les uns dans les autres, donnant à voir un ensemble spatial complexe, homogène et organisé ou cohérent. Un des objectifs de la recherche en cours est de le vérifier. La géographie sociale a en effet vocation à révéler

5. La principale critique qui lui a été adressée était qu'elle proposait surtout des descriptions ; jugée donc trop exceptionnaliste pour valider des modèles.

6. Pirosc Nagy rappelle cependant que « la logique même du christianisme commande sa diffusion auprès de tous, dans "l'oïkouméné" entier », NAGY, Pirosc, « La notion de Christianitas et la spatialisation du sacré au X^e siècle », p. 121-140, *La paroisse*, Revue *Médiévales* n° 49, éd. CNRS-PUV, 2005, 192 p.

dans le domaine des causes autant que dans celui des conséquences, les répartitions spatiales des groupes sociaux, leur fonctionnement/organisation et les configurations spatiales qui en découlent. Nourrie par des héritages antérieurs à l'an Mil, la validité de l'antique logique spatiale est remise en question ; du fait de facteurs explicatifs variants et perturbants : effet de lieu, effet de classe, effet de culture...

Christianisme et territoires : permanences et mutations

En géographie sociale les analyses portent souvent sur les rapports sociaux tels qu'ils s'inscrivent dans l'espace, jusqu'à le compartimenter, jusqu'à en dégager une somme de territoires ayant du sens, une réalité, une identité et même une image, pour chacun et/ou pour le groupe social⁷. Le déterminant reste l'homme, reposant et agissant sur son assise, son socle, son support géographique, son œkoumène. Mais paradoxalement c'est la question du temps qui introduit et souligne le mieux dans les problématiques territoriales, les questions de limites, de frontières et donc de construction historique des territoires. Car c'est le temps qui fixe les frontières. Le dispositif religieux dans l'espace se conçoit donc dans un contexte social, territorial et historique et selon l'échelle d'analyse⁸. En France comme ailleurs dans la chrétienté⁹, la religion a joué un grand rôle dans le processus de construction et de fixation des limites territoriales. Elle en a tout à la fois déterminé l'étendue, les contours et les subdivisions, en tissant la maille paroissiale. La paroisse est un échelon géographique-clé pour la religion et les fidèles catholiques ; le clocher l'illustre et en témoigne concrètement. Quelles transpositions possibles pour le temps présent et notre espace (éclaté) actuel ?

La religion procède de l'individu et du groupement d'individus. Au niveau le plus fin donc, elle peut se confondre avec la personnalité, la sensibilité, les croyances ; alors qu'au niveau du groupe social la religion peut

7. Sur le terrain des grands ensembles urbains d'habitat social ; pour mesurer notamment la corrélation ou l'absence de corrélations entre image et réalité territoriale, PLOUCHART, Louisa, *Comprendre les grands ensembles. Une exploration des représentations et des perceptions*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et Entreprises », 1999, 296 p.

8. Elisabeth Zadora-Rio montre en effet qu'à « petite échelle, l'analyse met en relief la stabilité du système de peuplement, qui traduit le poids des héritages et des situations acquises. Les bifurcations perceptibles sont en nombre restreint » ou encore que : « la constitution des centres paroissiaux représente la mise en place d'un maillage territorial qui intéresse moins l'histoire de l'occupation du sol que celle de la hiérarchisation de l'habitat », ZADORA-RIO, Elisabeth, p. 9-119, *Des Paroisses de Touraine aux communes d'Indre-et-Loire, la formation des territoires*, supplément à la *Revue Archéologique du Centre de la France*, n° 34, 2008, 303 p.

9. Mouvements identiques de recomposition de la maille religieuse élémentaire en Galice notamment, ou en Toscane : PILAR DE TORRES LUNA, Maria, VILLA, Duran, « Transformations des territoires : le diocèse de Mondoñedo-El Ferrol (Galice) » et « Paroisses rurales, religieuses et civiles en Galice (Espagne) », p. 111-122 ; FORMENTINI Ubaldo, « Fragmentations territoriales : le diocèse de Pise (Toscane) », p. 123-130, dans MULLER, Colette, BERTRAND, Jean-René, (dir.), *Religions et territoires...*, op. cit., p. 2, note 2.

procéder de valeurs communes : de l'enseignement, de l'idéologie, du cadre familial, de l'héritage. L'analyse du géographe pose ici le fait paroissial comme une façon particulière d'organiser l'espace, de l'habiter, de l'utiliser, de l'exploiter, de le contrôler, de lui donner un sens. L'investigation localisée peut permettre de préciser certains mécanismes, certains codes, ou bien un fonctionnement plus global du système paroissial/religieux. Par ailleurs, elle peut contribuer à identifier les discontinuités territoriales vécues (fondées sur les expériences, les identités, le sentiment d'appartenance...) et aider à dégager des techniques/méthodes de régionalisation objectives, c'est-à-dire indiscutables. Car l'enjeu est de déceler à partir de données apparemment continues (ici d'ordre communautaire au sens du catholicisme) l'existence de limites spatiales, d'en mesurer la signification, pour identifier des cadres territoriaux ou des réseaux, et les modalités de passage de cadres à réseaux car la frontière n'est pas seulement une ligne symbolique, mais un espace peuplant, un faisceau de relations.

Le christianisme a donc contribué à territorialiser les groupements humains, au fil des âges, dans un contexte où presque toutes les communautés humaines demeurent agraires et rurales et où presque tous sont pratiquants. Le territoire est là l'espace géographique. E. Zadora-Rio montre encore que plusieurs facteurs ont pu jouer de manière complémentaire dans le choix des centres paroissiaux avant le XIII^e siècle : la distance à l'église, la viabilité économique, la fiscalité, les droits paroissiaux¹⁰.

Depuis le moment (III-IV^e et V^e siècles) où les premières communautés chrétiennes définissent leurs contours en fonction des cités romaines et où elles tâtonnent pour fixer les diocèses, il y a eu, au cours des siècles, dans cette construction religieuse territoriale et sociale, une correspondance, entre le finage, le village, la communauté agraire et la commune rurale, dont l'église incarne et personnifie ce que nous qualifions le centre-bourg. G. Le Bras nous rappelle que l'édifice religieux est : « Dans le village, comme le centre d'un pays, la capitale d'une communauté¹¹. » De nombreux travaux montrent qu'elle a bien joué un rôle polarisant de « capitale » : lieu de rassemblement, centre social et économique, administratif et religieux. Par ailleurs, J.-B. Humeau met en évidence que la paroisse a été l'unité de base du maillage territorial de l'Église catholique, « qu'elle a contribué à construire les liens entre les sociétés et les espaces ruraux¹² ».

Mais force est de constater, dans le contexte déjà ancien de mutations très profondes des campagnes, et celui plus récent de recompositions paroissiales, que la paroisse est un héritage, auquel on reste attaché (la dimension affective du territoire est une réalité vécue¹³) ; le fruit d'une

10. ZADORA-RIO, Elisabeth, *Des Paroisses...*, op. cit., p. 4, note 8.

11. LE BRAS, Gabriel, *L'Église et le village*, Paris, Flammarion, 1976, 289 p.

12. HUMEAU, Jean-Baptiste, « Paroisses et paroissiens en milieu rural », p. 263-273, *Revue Norois*, n° 174, *Société et religion*, Poitiers, 1997, 444 p.

13. PLOUCHAR, Louisa, *De la cité au quartier, le grand ensemble et ses représentations*, Thèse de doctorat de géographie, Université du Maine, Le Mans, 1997, 300 p., dactyl.

lente évolution de la maille du territoire religieux originel¹⁴. Devenant tout autre, elle a pris un autre sens aujourd'hui : « La paroisse contemporaine a renoncé à régir les comportements des fidèles [...]. La paroisse devient patrimoine admirable pour son esthétique ou son histoire. Ultime avatar de la sécularisation¹⁵. » Il est vrai que la montée en puissance des mobilités rend de plus en plus incertaine, caduque souvent, la proximité des territoires traditionnels, les insère vraisemblablement dans d'autres types d'échanges ou de réseaux, et accroît le brassage social : « Les sociétés locales de demain ne seront ni les terroirs, ni les pays, ni les régions, mais bien des sociétés métropolitaines qui intégreront, si elles s'affirment comme telles, les terroirs, les pays, les régions, dans leurs formes, leurs dynamismes, leur identité¹⁶. »

Aujourd'hui en France il existe 96 diocèses catholiques de rite latin qui respectent approximativement l'organisation administrative du pays, « accommodée¹⁷ », aux 95 structures départementales. Au moment de leur constitution, la recommandation fut d'aligner les circonscriptions religieuses sur les circonscriptions civiles pour constituer une sorte d'échelon intermédiaire entre la communauté/commune et l'ancienne province (Bretagne, Anjou...). Le département abolit ainsi les divisions territoriales d'Ancien Régime, les généralités, les bailliages... et annonce pour M. Mousnier¹⁸ « la fin du foisonnement de structures territoriales ayant chacune leurs propres logiques spatiales » (qu'entérina véritablement la séparation de l'Église et de l'État en 1905). Il existe bien un rapport direct entre le territoire de la religion et le territoire, circonscription politico-administrative (qui modèlent les frontières de langues, de monnaie, de lois, d'échanges, de flux, de niveaux de développement, d'orientations gouvernementales...), et par extension un lien avec la notion de pouvoir.

Jusqu'à une époque récente donc, la paroisse avait grand sens du fait d'un héritage, d'une lisibilité et d'une appropriation sur la longue durée. C'est le regroupement des individus sur des pôles fixes d'habitat après l'an Mil qui a réellement fait du village la cellule sociale de base (gestion collective de l'espace, développement de solidarités agraires, polarisation de l'espace...) et donné au cadre paroissial le sens d'un espace vécu et approprié. Car, pour un paroissien, l'espace comme le temps était marqué,

14. MERCATOR, Paul, *La Fin des paroisses ?*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997, 190 p.

15. ABIVEN, Yohann, « Une paroisse sans frontière, Landerneau depuis 1950 », p. 169-177, dans : HUMBERT, Marc (dir.), *La Bretagne à l'heure de la mondialisation*, Rennes, PUR, coll. « Espaces et Territoires », 2002, 305 p.

16. HUET, Armel, « La recomposition des systèmes villes-territoires », p. 181-187, dans *La Bretagne à l'heure...*, *op. cit.*, p. 5, note 15.

17. COMBY, Jean, « Pratiques religieuses et départements », p. 129-137, dans GUELLEC, Agnès (dir.), *Les Limites départementales*, Actes du colloque de Nice de 1987, Rennes, PUR, 1988, 301 p.

18. MOUSNIER, Mireille, « Territorium castri et autres vocables », p. 187-205, dans CURSENTE, Benoît, MOUSNIER, Mireille, *Les territoires du médiéviste*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2005, 459 p.

encadré même, par le christianisme et la paroisse était une structure clef de la vie sociale et le principal cadre mental des fidèles. Donc l'étude d'une communauté paroissiale est inconcevable sans que soit abordé le domaine de la vie religieuse : dans l'espace (l'église, les chapelles, les calvaires, les cimetières...) et dans le temps (calendrier liturgique, fêtes religieuses, célébrations, sacrements : baptême, communion...); temps et espace s'en trouvant sacralisés en quelque sorte. C'est la Révolution et l'Empire qui vont imposer le département comme cadre de référence spatial : en instituant un diocèse par département, comme nous l'avons dit, avec quelques particularismes locaux cependant.

Souvent, et ce depuis longtemps, a été posée la question de la « réforme régionale », ou territoriale, de l'Église catholique ; avec les mêmes tensions que celles suscitées par la réforme des communes : « au milieu du xv^e siècle, le dessin des communes françaises est donc quasi millénaire. Commencé sous les Mérovingiens, organisé sous les Carolingiens, éprouvé mais fortifié du x^e au xiii^e siècle, perfectionné au xiii^e siècle, perturbé au xiv^e siècle et au xv^e siècle, canonisé au xvi^e siècle, consolidé sous l'Ancien Régime, ébranlé mais non détruit sous la Révolution, reconstitué au xix^e siècle, il n'a été renouvelé que par des décisions récentes¹⁹ ». Longtemps par conséquent, l'homme-habitant reste fortement attaché à son cadre communal, comme le fidèle l'est à sa paroisse. Ceci, alors même que, avec la Révolution, l'un des effets les plus tangibles du changement fut la simplification radicale des institutions de l'Ancien Régime et la modification des appellations : les termes de paroisse et de communauté paroissiale disparaissent, remplacés par celui de commune²⁰. Ça n'est donc qu'à l'aube du xviii^e siècle que cette sociabilité va tendre à s'essouffler, que la communauté paroissiale sera remise en question et qu'une société plus individualiste se dessine, durablement.

Dès lors la carte religieuse est fixée pour l'essentiel jusqu'au concile de Vatican II (1965). L'après-Concile en France voit en effet, un certain nombre de modifications des diocèses. À la fin des années 1980, il y a 95 diocèses, dont 74 correspondent exactement à un département. Dans le plus grand nombre des cas donc, et jusqu'à récemment, le fait départemental et le fait diocésain sont en correspondance, sans que pourtant la ville épiscopale soit nécessairement le chef-lieu du département : les diocèses d'Aix et de Marseille sont situés dans le même département, celui de Poitiers en couvre deux, ainsi que celui de Limoges par exemple.

Finalement, la récente réforme paroissiale pose la question de savoir s'il peut y avoir adéquation ou correspondance entre le découpage religieux de l'espace et les usages familiaux, professionnels, ou pour simplifier, civils ou laïques du territoire. Car c'est bien à ce plus petit niveau, la paroisse, à cette échelle de l'espace vécu, que se lisent le mieux les

19. LE BRAS, Gabriel, *L'Église...*, op. cit., p. 5, note 11.

20. ROEDERER, Marie-Caroline, « Paroisses et communes de France », *Dictionnaire d'histoire administrative et démographique*, Paris, CNRS, 1979, 555 p.

changements de société : la désertification des campagnes, la concentration urbaine ou ses conséquences, la rurbanisation des espaces et des paysages, les bouleversements culturels et les changements de pratiques sociales, mutations qui se sont accompagnées d'une crise des vocations et de la prêtrise.

La « nouvelle paroisse » rurale coïncide donc non plus avec la commune du fait des regroupements réalisés, mais plutôt avec le « pays ». Faut-il y voir encore un parallèle avec les recompositions territoriales politiques et institutionnelles propres à favoriser l'action publique de développement économique et d'aménagement des territoires localement ? Il est difficile de ne pas rapprocher la récente réforme des diocèses, et par voie de conséquence des regroupements paroissiaux, de la constitution, récente également, de multiples solidarités territoriales qui prennent la forme de communautés de communes ou autres rapprochements territoriaux. Quelques études de cas ou exemples régionaux précis demeurent à développer, l'ambition restant de produire une synthèse et des modèles généralisables. Dans ce contexte général d'agrandissement des échelles des territoires vécus, il est impossible d'occulter la question plus relative à notre sujet d'un sentiment d'appartenance paroissiale, ou celle de savoir si « l'esprit de clocher » a encore du sens ; d'autant plus que clocher se décline désormais au pluriel, en communautés de clochers. Elle se double d'une interrogation sur la forme d'équilibre territorial paroissial qu'il reste à trouver, dans un contexte de mobilité croissante des populations et de nouvelles dynamiques de peuplement toujours à l'œuvre.

La présente recherche revêt donc un double caractère, l'un est rétrospectif, l'autre prospectif. C'est là que toute l'originalité de l'apport de la géographie sociale peut opérer en conversation continue avec l'histoire. Une approche qui peut éclairer les mutations en cours en proposant des entrées, ou un point de vue original, sur les conditions d'émergence et les formes nouvelles de territorialité, et les mettre en rapport avec l'importance de la territorialisation dans les structures anciennes. De manière générale, se pose également aujourd'hui, du fait des mutations territoriales rapides et radicales, la question de la place des pratiques et comportements religieux dans l'organisation sociale et spatiale des sociétés locales. Répondre, et vérifier si le fait religieux constitue encore une instance de la vie sociale et de l'organisation territoriale au sens large, restent un des objectifs scientifiques majeurs de la réflexion en cours.

De même il peut s'avérer utile de proposer une « mesure » de la religion (qui, portant sur l'individu, est par essence multi-variée), qui permettrait de pouvoir apprécier, aujourd'hui en France, la dimension rituelle et socio-spatiale des fidèles de l'Église catholique ; même si l'on admet d'emblée qu'apprécier des itinéraires personnels dans le but d'établir des règles générales ou des modèles en la matière reste une démarche scientifique discutée. Cela étant, pour comprendre les nouveaux territoires paroissiaux, une géographie des comportements religieux semble devoir se présenter

comme un déterminant de la géographie des nouvelles structures d'Église, et vice-versa.

La réforme territoriale de l'Église catholique : un contexte favorable

La France de l'Ouest, du fait du poids de son histoire et de sa géographie religieuse, constitue un terrain d'observation privilégié pour ce que l'on nomme couramment la sécularisation de la société (plutôt que déchristianisation), et qui désigne « un processus par lequel des secteurs de la société et de la culture sont soustraits à l'autorité des institutions et des symboles religieux », processus de laïcisation de la société, par conséquent.

Après guerre en effet, et plus nettement encore au cours des décennies 1960 et 1970, l'atténuation du fait religieux, comme composante sociale et sociétale de l'existence des individus, devient sensible. Pourtant les sociétés locales, de l'Ouest notamment, sont dominées par une image d'enracinement, de ruralité et de permanence de la corrélation entre pratiques religieuses/vote à droite/fréquentation de l'école privée, qui a longtemps prévalu et très bien fonctionné, en dépit du fait qu'elles sont tôt confrontées à la mobilité des populations, des activités et des paysages, et par voie de conséquence, précocement soumises à des changements importants. Y. Lambert²¹ souligne qu'une des raisons du changement dans la relation entre les trois pratiques citées, électorales/religieuses/scolaires (qui n'est plus aussi univoque) tient à la sécularisation des sociétés locales, la pratique et le fait religieux d'une manière générale devenant finalement l'affaire de chacun, instance privée. J. Renard ne dit pas autre chose : « Ce qui soudait ces sociétés localisées de l'Ouest autour de l'église omniprésente, et qui avait pu permettre de parler de paroisses d'hégémonie catholique, où tous les actes de la vie civile étaient réglés de fait par la morale et les commandements de l'Église tend à disparaître²². » Par conséquent, les « tempéraments régionaux » qu'A. Siegfried fondait sur des pratiques et comportements communs, ou ceux des « pays de France » (nettement lisibles par leurs « profondes individualités naturelles »), ont radicalement muté au cours de la seconde moitié du xx^e siècle; d'où l'intérêt d'avoir recours à l'explication sociologique et géographique, disons socio-spatiale, pour comprendre les pratiques et comportements, et leurs évolutions.

La dimension socio-spatiale des phénomènes étudiés s'avère déterminante dans l'approche conduite pour comprendre combien la multiplication des mobilités et le mouvement accéléré de péri-urbanisation, mais aussi l'intensité des mutations des structures sociales et territoriales, constituent

21. LAMBERT, Yves, « Le clivage politico-religieux dans l'ouest de la France », p. 33-45, dans : *L'Ouest politique 75 ans après Siegfried*, *Géographie sociale*, n° 6, Centre de publications de Caen, 1987.

22. RENARD, Jean, « Vote, pratique religieuse et école dans l'Ouest de la France », p. 47-57, dans *L'Ouest politique 75 ans après Siegfried*, *Géographie sociale*, n 6, Centre de publications de Caen, 1987.

de facto une entrée explicative de tout premier plan. Cette hypothèse est présente à l'esprit de L. Burel qui montre dans le cas de la commune péri-urbaine de Saint-Gilles²³, que davantage qu'une identité rurale, c'est une identité urbaine dans laquelle se retrouve une grande partie de la population locale, ici tournée principalement vers la métropole rennaise donc. Dans le même ordre d'idées, et sur les terres de Bretagne, M. Phlipponneau montre également que s'il reste toujours des traces du passé, la diffusion du mode de vie urbain semble bien être un facteur explicatif déterminant²⁴; la question étant donc tout autant sociale que spatiale dans l'approche des comportements et pratiques, notamment religieux.

C. Canevet²⁵ souligne lui aussi avec beaucoup d'efficacité le rôle des facteurs socio-spatiaux et des mobilités dans les mutations des espaces ruraux en Bretagne sur la période 1950/1990; en distinguant l'espace resté rural et agricole, de celui qui se trouve polarisé par la ville (rurbanisé donc) : « notre analyse de la dynamique rurale privilégie la dimension agricole et agro-alimentaire parce que les paysans, même minoritaires, n'en demeurent pas moins les principaux occupants et aménageurs du territoire; les autres composantes sociales et économiques sont moins déterminantes, sauf en milieu péri-urbain ». Les mutations dans les campagnes bretonnes procèdent d'une vraie « révolution agraire²⁶ » mais dans un contexte particulier de changement social et culturel très profond, de modification de l'encadrement social, sur fond de laïcisation progressive et inéluctable de la société rurale : « L'Église, auparavant omniprésente dans la vie rurale (à travers les cérémonies religieuses, l'école, le patronage, les œuvres sociales et économiques animées par les notables traditionnels et le clergé : mutuelles, coopératives, formation agricole...) s'efface devant un encadrement laïc [...]. L'objectif du salut dans l'Au-delà, peu favorable à l'esprit d'entreprise et de croissance s'efface avec une rapidité étonnante au profit de l'objectif de la promotion individuelle et du succès économique. L'esprit de "religion-résignation" cède la place au culte de l'argent, du profit et de la réussite individuelle. »

Et R. Chapuis d'illustrer lui aussi la « secousse » sociologique qu'ont constituée les trois décennies d'après-guerre, et met en lumière le rôle et le poids de l'Église dans la société française : « Parce que le Catholicisme n'est pas seulement une foi mais aussi une société, il est traversé par tous les conflits qui sont issus de l'histoire collective des hommes. » S'impliquant personnellement, l'auteur retrace son itinéraire de catholique pendant la

23. BUREL, Laurence, *Le Patrimoine de Saint-Gilles en 2002. Identité et avenir d'une commune rurale d'Ille-et-Vilaine*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université Rennes II Haute-Bretagne, 2002, 206 p.

24. PHILIPPONNEAU, Michel, « Géopolitique et découpage électoral », p. 187-197, dans : *L'Ouest politique 75 ans après Siegfried, Géographie sociale*, n° 6, Centre de publications de Caen, 1987.

25. CANEVET, Corentin, *Le Modèle agricole breton*, Rennes, PUR, 1992, 397 p.

26. Corentin Canevet insiste assez sur les fondements et les conséquences de la « véritable révolution agricole et agro-alimentaire », dont l'ampleur justifie bien l'usage du terme de *révolution*, *Le Modèle...*, *op. cit.*, p. 9, note 25.

période jugée charnière de 1951-1962 : « Parce que les actions collectives d'alors concernaient toutes les couches sociales dans un mouvement d'évolution interne à la société catholique²⁷. » À la lumière de ces travaux antérieurs, et poursuivant la réflexion, la recherche engagée devrait proposer des éléments neufs.

Dans ce contexte nouveau où la paroisse territoriale ne comprend plus toutes les réalités sociales, culturelles ou professionnelles, le recours à une réflexion collective, élargie, s'est imposé. Les communautés débordant largement du cadre de la paroisse, dès le milieu des années 1950, on a vu se développer peu à peu, des formes de solidarités ou de dialogues inter-paroissiaux (notamment en matière de catéchèse ou de préparation de la liturgie) ; au fil des ans, un travail d'équipe a été rendu nécessaire entre prêtres d'une même région, le « village est éclaté²⁸ ». Il est tentant de reprendre ici l'expression de « révolution des paroisses » employée ailleurs dans la perspective du XVII^e siècle post-tridentin²⁹.

En octobre 1961, l'assemblée des cardinaux et archevêques met en place en France neuf régions apostoliques dont le but est de favoriser les rencontres épiscopales sur un plan précisément plus vaste que celui des provinces ecclésiastiques, et dont l'objectif est de penser les problèmes apostoliques de manière commune en vue de réalisations collectives (le témoignage de R. Chapuis déjà cité le montre). Les 17 provinces ecclésiastiques sont donc relayées par les neuf régions apostoliques en 1961 (qui ne correspondent à aucune organisation civile territoriale³⁰). Les changements profonds (économiques, sociaux, culturels et politiques) que connaît alors la société tout entière expliquent le concile de Vatican II. Le 25 janvier 1959, le pape Jean XXIII (1958-1963) annonce son intention de convoquer en 1962 un concile œcuménique pour, en quelque sorte, mettre à jour l'Église face au monde moderne en pleine mutation et « qui met en péril l'unité des chrétiens ». L'objectif est de parvenir ainsi à une plus grande cohérence et efficacité face à la société sans cesse mouvante. « En réalité nous vivons une reconstruction du christianisme sur des bases qui ne peuvent plus être celles du passé. C'est évidemment un passage difficile. Ainsi se met en place sous nos yeux un nouveau tissu ecclésial qui ne détruit pas le cadre paroissial mais le complète par de multiples relais³¹. » De fait, la réforme paroissiale est officiellement et institutionnellement engagée.

27. CHAPUIS, Robert, *Les Chrétiens et le socialisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, 270 p.

28. LE BRAS, Gabriel, *L'Église...*, op. cit., p. 5, note 11.

29. RESTIF, Bruno, *La Révolution des paroisses*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2006, 415 p.

30. Mis à part peut-être, mais assez grossièrement, les « Ensembles Régionaux » définis par la DATAR (actuelle DIACT) en 1995 pour promouvoir « le développement, le désenclavement, l'aménagement du territoire national et l'action économique et sociale » : le Bassin Parisien, le Nord de la France, l'Est, le sillon Saône-Rhône, l'espace midi-méditerranéen, la façade atlantique, l'espace central, GUIGOU, Jean-Louis, *La Mutation silencieuse des territoires, 1990-1999*, Paris, DATAR, 2000.

31. DELUMEAU, Jean, *L'Historien et la foi*, Paris, Fayard, 1996, 354 p.

La création de ces neuf régions apostoliques ne fait que consacrer la tendance vécue dans le diocèse, de Rennes notamment, au cours de la décennie 1950. L'élan se porte sur une « pastorale d'ensemble », dans tous les secteurs de la vie paroissiale menée en associant toujours plus de laïcs. Au milieu des années 1960, au sein du diocèse de Rennes, la paroisse n'est pas contestée mais est perçue comme un cadre trop exigü. Désormais l'activité pastorale doit s'envisager dans le doyenné, le diocèse ou au-delà, dans les « zones apostoliques » (10 en 1966 dans le diocèse de Rennes) s'appuyant sur de nouveaux organes dans les diocèses (conseils et commissions sont constitués). Au cours des années 1970, une autre répartition du clergé s'est par ailleurs révélée nécessaire pour accompagner ces mouvements ; des « secteurs pastoraux » ont été constitués afin de mettre plusieurs paroisses sous une même responsabilité. La chute des effectifs du clergé diocésain explique ces regroupements de paroisses ; désormais certaines paroisses se trouvent sans curé résidant.

L'éclatement de la paroisse n'est donc pas un phénomène si récent qu'il peut paraître et les recompositions paroissiales s'observent tout au long du dernier demi-siècle écoulé, dans l'esprit puis dans la lettre. Elles posent des questions relatives à la relation espace/société/Église : quelle place pour les clercs ? Et pour les laïcs ? Quelles fonctions donner à la paroisse ? Quel processus d'évolution envisager ? L'Église continue-t-elle d'avoir un rôle structurant dans la société et dans l'espace, dans un contexte où les pratiques ont faibli continûment ?

La religion catholique re-territorisée : la « nouvelle paroisse »

La nouvelle paroisse pose la question des continuités/discontinuités entre cadres territoriaux antiques et récentes mailles religieuses de l'espace. La thèse de D. Elineau³² souligne l'absence de correspondance entre les nouvelles paroisses et les structures administratives existantes³³. Il faut vérifier en effet que les nouveaux cadres paroissiaux ne s'inscrivent dans aucune des réalités territoriales administratives, et qui plus est, se singularisent par leur relative exigüité par rapport à de récents territoires de référence comme les bassins de vie³⁴ ou les communautés de communes. Les rapprochements sont en ce sens plus facilement lisibles entre bassins de vie ou communautés de communes et doyennés semble-t-il. L'analyse de la recomposition du dispositif institutionnel de l'Église catholique semble

32. ELINEAU, Dorothée, « Recompositions paroissiales dans l'Ouest de la France », p. 163-180, dans : MULLER, Colette, BERTRAND, Jean-René (dir.), *Religions et territoires...*, op. cit., p. 2, note 2.

33. 22 régions, 95 départements, 326 arrondissements, 3000 cantons, 36565 communes.

34. Au sens de l'INSEE (1989), le bassin de vie renvoie toujours à l'idée d'une unité spatiale possédant une réelle cohésion interne, où les échanges avec l'extérieur sont limités (les flux de populations s'effectuant à l'intérieur de l'unité territoriale) et où s'exprime une vie locale faite de repères communs : commerces, services, équipements à la personne... On a également pu parler de « polygones de vie ».

se situer en fait dans un cadre plus large de décentralisation et de régionalisation des modes d'action et de vie. Cette re-territorialisation procède de l'évolution des systèmes d'organisation sociale et des modes de gestion des rapports socio-spatiaux en général ; la part belle faite aux « pays » dans la politique d'aménagement du territoire au milieu des années 1990 en témoigne³⁵.

J. Palard voit dans l'activité religieuse « un vecteur d'animation et d'intégration, une instance d'échange et de production de lien social »³⁶. En somme, tout se déroule comme si, à mesure qu'on assistait à une sécularisation des sociétés locales, un mouvement concomitant de désacralisation de la paroisse se précisait, passant du sacré au social (on n'ose dire socio-culturel) : « La marginalisation du fait religieux dans les sociétés modernes crée les conditions d'une dilution, voire d'une disparition de l'objet religieux dans l'objet culturel³⁷. » « L'objet spirituel » se laïcisant, quel sens donner aujourd'hui à l'espace-temps du religieux ?

Pour J.B. Humeau la modification de la maille religieuse de l'espace n'est qu'une réponse aux questions posées à l'Église catholique, celle de la chute des vocations et des fréquentations, celle des mutations rurales profondes, celle enfin de la relation de l'individu-habitant à son territoire. « Quel que soit le métier pratiqué, l'âge de la vie ou la position sociale, l'espace de référence ne s'inscrit plus dans les limites villageoises. Dès lors, les composantes de la vie paroissiale sont remises en cause³⁸. » C'est pourquoi il s'avère pertinent de vérifier si les regroupements paroissiaux ne relèvent pas plus généralement de formes de polarisation locale autour des bourgs retenus. La paroisse a contribué à construire les liens entre les sociétés et les espaces ruraux. La nouvelle paroisse met nécessairement au jour des formes de relations et de réorganisations territoriales encore à l'œuvre, qu'il convient d'éclairer. La nouvelle paroisse est donc bien non-aboutie. Ces nouvelles configurations socio-spatiales du fait religieux reste à analyser plus finement. Nul doute que ces nouveaux territoires de l'Église et des fidèles catholiques soient une traduction de nouvelles pratiques territoriales et de nouveaux comportements, plus complexes et, partant, moins systématiques et compartimentés qu'auparavant. Les limites ou frontières sont probablement formées de plusieurs lignes, révélant la complexité du réel et rendant moins aisé l'exercice de régionalisation (ou de découpage de l'espace).

La dimension sociale des groupes humains se définit (aussi) par le territoire qu'ils s'approprient. Il devient une sorte d'espace-laboratoire pour le

35. *Pays, bassins de vie et discontinuités*, IFRESI-CNRS, Travaux et documents du LGH, Série études, n 13, Université de Lille, Actes du colloque des 16 et 17 février 1996, 1996.

36. PALARD, Jacques, « Institution religieuse et recomposition territoriale. La paroisse Catholique et le système socio-politique local », p. 181-194, dans MULLER, Colette, BERTRAND, Jean-René (dir.), *Religions et territoires...*, op. cit., p. 2, note 2.

37. LAGRÉE, Michel, *Religion et modernité*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2002, 314 p.

38. HUMEAU, Jean-Baptiste, « Paroisses... », op. cit., p. 5, note 12.

chercheur³⁹. Certes ce territoire revêt bien des propriétés selon la nature de la question posée, mais il reste de toute façon un concept essentiel de la géographie sociale et de l'histoire; car « l'histoire est avant tout la science d'un changement⁴⁰ ». On ne peut séparer le territoire de la durée ni des changements sociaux : ils le construisent. Le temps cristallise et élabore le territoire, les groupes se l'approprient. Pour X. Piolle les territoires sont « des espaces, supports de relations sociales fortes et puissamment intégrées dans ceux-ci⁴¹ ». La paroisse est bien un cas d'espèce en la matière : « cette insécabilité spatialité/temporalité me paraît devoir être à la fois un des futurs chantiers de la réflexion en géographie sociale et un outil d'approche de la relation sociétés/espaces⁴². » Et G. Di Méo de l'illustrer fort bien : « L'espace de la vie quotidienne est bien le territoire⁴³ »; il renvoie moins à une échelle qu'à des pratiques du quotidien; c'est « le territoire de vie ordinaire » le village.

La paroisse, même élargie, se prête bien à l'observation des pratiques et des comportements religieux certes, mais également plus globalement à l'organisation de la communauté, communauté prise ici au sens d'une force sociale, économique et politique, que lui donne M. Bloch⁴⁴ : « Plutôt que d'individus, les sociétés anciennes étaient faites de groupes. Isolé, l'homme ne comptait guère⁴⁵. »

Finalement donc, la paroisse est un cadre parmi d'autres, où s'exprime un certain nombre de pratiques sociales, une vie quotidienne, une culture locale, des usages ou des rituels traditionnels, plus ou moins permanents ou résistants, en fonction notamment du brassage de la population. Il paraît utile de rappeler que l'église d'avant 1789 est aussi le centre politique et social de la paroisse, et qu'avant que n'existent les regroupements

39. CHEVALIER, Jacques, « La géographie sociale : une géographie dans toutes ses échelles », p. 13-22, dans HÉRIN, Robert, MULLER, Colette (dir.), *Espaces et sociétés à la fin du XX^e siècle. Quelles Géographies Sociales ?*, dans Actes du colloque de Géographie sociale de Caen, *Les documents de la MRS de Caen*, n° 7, 1996, 302 p.

40. BLOCH, Marc, *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, éd. A. Colin, 1999 (réed.), 316 pages. Marc Bloch fait déjà (1^{re} édition en 1931) la synthèse entre l'histoire et la géographie sociale en forme d'histoire régionale.

41. PIOLLE, Xavier, « Espaces et sociétés à la fin du XX^e siècle. Quelles Géographies Sociales ? », Actes du colloque de Géographie sociale de Caen, *op. cit.*, p. 12, note 39.

42. BULÉON, Pascal, « Spatialité, temporalités, pensée complexe et logique, dialectique moderne », p. 123 à 139, dans *Espaces et sociétés à la fin du XX^e siècle. Quelles Géographies Sociales ?*, HÉRIN Robert, MULLER Colette, Actes du colloque de Géographie sociale de Caen, *Les documents de la MRS de Caen*, n 7, 1996, 302 p.

43. DI MÉO, Guy, *Les Territoires du quotidien*, Paris, éd. L'harmattan, coll. « Géographie Sociale », 1996, 207 p.

44. L'auteur parle « d'unité terrienne » oscillant entre 5 et 30 ha (moyenne de 13 ha). La législation carolingienne affichait la valeur moyenne de 16,5 ha au manse type (territoire fiscal et humain, communauté familiale) attribué à chaque église de paroisse (il faut toutefois à présent prendre en compte les débats suscités par les hypothèses des historiens « fiscalistes » avancées dans les dernières décennies), BLOCH, Marc, *Les Caractères originaux...*, *op. cit.*, p. 12, note 40.

45. BLOCH, Marc, *Les Caractères originaux...*, *op. cit.*, p. 12, note 40.

paroissiaux, l'unité d'un certain nombre de paroisses (illustré en centre-Bretagne dans les travaux d'Y. Lagadec notamment⁴⁶) reposait sur la notion de « pays » quand bien même elles appartenaient à des diocèses différents. L'unité était donc plus d'ordre économique et géographique, se traduisant dans les mentalités et le paysage. La célèbre enquête du chanoine Boulard⁴⁷, réalisée entre 1955 et 1960, débordait déjà des limites paroissiales. Elle révélait des « régions culturelles » en fonction des pratiques socio-spatiales et annonçait l'effritement de la cohésion des rites, une sorte de désacralisation annoncée de la paroisse. Les enquêtes chiffrées sur les pratiques religieuses, traditionnellement celles des messalisants et pascalisants, restent d'interprétation parfois délicate. Elles présentent cependant l'avantage d'éclairer sur l'observance ; mais elles n'expliquent en rien le sentiment d'appartenance au territoire paroissial et ne permettent aucune classification systématique des territoires vécus. En 1987, C. Muller conduit une enquête de ce type en Normandie, dans le but de re-questionner ces conclusions et de réactualiser les résultats. Elle établit une typologie mettant en évidence l'inégalité des pratiques selon l'âge, le sexe, la catégorie socio-professionnelle et le lieu de résidence, tout en soulignant la pérennité des « régions culturelles » définies par le chanoine Boulard. Ainsi établit-elle une similitude/corrélation des cartes des pratiques religieuses ou de l'observance à 40 ans d'intervalle, même si les taux sont à la baisse de manière tout à fait significative⁴⁸. Pour l'auteur, le phénomène réellement nouveau est l'augmentation de l'expression de « la foi religieuse en dehors du cadre de la paroisse, de sa cohérence et de la communauté qui s'y attache », une sorte de religiosité personnelle se substituant aux doctrines institutionnelles, qui vient justifier les réformes structurelles (regroupements paroissiaux, nouvelles formes de rassemblement ou de communautés, nouveaux cadres territoriaux de la vie religieuse...).

Il semble en effet évident aujourd'hui qu'aux pratiques religieuses traditionnelles qui s'expriment encore au sein des paroisses, il faut ajouter d'autres formes d'adhésion, notamment l'appartenance à des mouvements d'action catholique, et qui dépassent très largement la maille territoriale de base que représente la paroisse. Preuve s'il en est que le cadre religieux de référence aujourd'hui ne se réduit pas à un enracinement de proximité. Il paraît pertinent de mesurer l'ampleur du phénomène car il faut prendre en compte la dimension subjective des territoires et des délimitations : elle a des conséquences spatiales importantes. C'est l'appartenance à tel groupe ou à telle communauté, qui crée la discontinuité, même si culturellement, socialement, religieusement ou économiquement

46. LAGADEC, Yann, *Pouvoir et religion au village (vers 1680-1790)*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université Rennes II Haute-Bretagne, 1991, Rennes, 409 p.

47. BOULARD, Fernand, HILAIRE, Yves-Marie, *Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français, XIX^e et XX^e siècles*, 3 tomes, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1982, 635 p., 1987, 684 p., 1992, 544 p.

48. « En 1987, on estime la chute du nombre de fidèles à l'observance dominicale à 70 pour cent en 30 ans », MULLER, Colette, BERTRAND Jean-René, *op. cit.*, p. 2, note 2.

ils sont proches. Se trouvent ainsi posées les questions de discontinuités vécues/discontinuités réelles. I. Bouju propose une analyse territoriale de ces mouvements à diverses échelles et démontre que l'assise géographique de ces mouvements semble bien se confondre avec celle des bassins de vie, et relève de réseaux professionnels, scolaires, syndicaux, associatifs et culturels... sans nécessaire corrélation avec la paroisse⁴⁹. E. Calvez, lui, illustre à travers l'exemple de la JAC (devenue MRJC en 1965) au milieu des années 1950, le succès des associations d'Église dans la vie sociale en nord-Finistère, à un moment de l'histoire économique du pays marqué par un mouvement de recomposition des campagnes⁵⁰. Aujourd'hui bien qu'affaiblis, ces mouvements « trans-paroissiaux⁵¹ » reposent sur des valeurs non plus seulement spirituelles mais sociales, ou de sociabilités nouvelles (et où s'expriment des solidarités). Dans le cadre de notre recherche, il paraît nécessaire de rapprocher ces pratiques des nouvelles combinaisons territoriales du religieux et reconnaître l'arbitraire des frontières établies, au moins pour cette raison que l'identité ou l'identification au groupe se fonde amplement sur l'expérience vécue. L'objectif est scientifique : toucher au réel à partir de critères qui peuvent être subjectifs. C'est pourquoi les résultats ne sont pas invariants mais dépendent des critères d'analyse retenus ; et sans doute doivent-ils être allégés du poids des modèles gravitaires (qui met au jour l'inertie des systèmes) dans la mesure où les sociétés contemporaines produisent probablement plus que jamais de la différence, et partant, des ségrégations socio-spatiales au sens de la géographie sociale.

En termes purement méthodologiques, notre réflexion sur le territoire de la religion catholique, ou celle portant sur un territoire approprié à l'expression du catholicisme, impose une approche phénoménologique davantage que systémique ou quantitative. Il n'est pas question de polémiquer et d'opposer « quantitativistes » et « qualitativistes », mais seulement de souligner qu'une telle géographie sociale emprunte nécessairement aux sciences sociales voisines ou cousines, pour faire une science géographique et humaine qui parle des formes socio-spatiales du religieux.

Par ailleurs, il faut rappeler que le terme de territoire est un emprunt aux sciences de la nature dans lesquelles son sens renvoie véritablement à une lutte pour l'appropriation. Disons qu'en géographie il a pris le sens d'une entité spatiale à échelle humaine⁵², et se trouve proche de ce que

49. BOUJU, Isabelle, « Les mouvements d'action catholique en France : de l'évangélisation à l'engagement social », p. 275-292, *Revue Norois*, n° 174, 1997, Poitiers, 444 p.

50. CALVEZ, Eugène, « De l'influence d'une association d'église sur la vie sociale : l'exemple du Nord-Finistère », p. 23 à 29, *Revue ESO*, n° 11 *Travaux et documents de l'UMR 6590*, Université de Nantes, UMR 6590, CESTAN-ESO, 1999, 65 p.

51. GOIN-LÉVÊQUE, Pascale, « Les jeunes ruraux et la religion catholique », p. 293-302, *Revue Norois*, n° 174, art. cit., p. 5, note 12.

52. Maryse Clary montre, elle, dans le cas nîmois, que le sentiment d'appartenance renvoie à un espace rétréci qui correspondrait globalement à l'échelle du « pays », CLARY, Maryse, « La position relative, l'ici et l'ailleurs », p. 159-166, dans *Écrire de la géographie sur*

nous appelons l'espace vécu en géographie sociale⁵³. Il reste difficile à circonscrire nettement car il est produit par l'acteur social, l'individu et ses pratiques propres⁵⁴.

Il n'existe par conséquent pas de définition tout à fait satisfaisante. Mais celle de G. Di Méo semble appropriée : « une construction, produit de l'histoire, que reconstitue et déforme, au fil de ses pratiques et de ses représentations chaque acteur social⁵⁵ » ; c'est donc quelque chose de personnel. C'est bien cet ancrage territorial original et singulier, qui fait écho à ce que nous appelons le sentiment d'appartenance, et amène à poser la question d'une possible identité territoriale collective, dépassant le particulier, l'individuel. Dans cette perspective, il y aurait donc dichotomie entre le territoire objectivé par l'individu et celui décrit par les institutions : « Pour les communautés humaines, et les sciences qui les étudient, il [le territoire] reste à la fois lieu de différenciation sociale [parfois jusqu'à la ségrégation] et de rassemblement⁵⁶. » Au sens institutionnel, les territoires sont des héritages constamment revisités, réinventés, recomposés, par les communautés humaines du temps présent, et produisent ce que G. Di Méo nomme « des formations socio-spatiales⁵⁷ » naissantes, nouvelles, mouvantes. Société/espace/temps sont bien des concepts imbriqués et interdépendants.

Les territoires de la religion catholique : un modèle possible ?

L'une des hypothèses majeures retenues dans cette recherche collective est celle de savoir s'il est possible de modéliser le territoire, et donc l'espace vécu et approprié, du fait religieux ? Quel rôle joue le religieux aujourd'hui dans l'organisation de l'espace ? Ou même en joue-t-il un ? Le passé et l'histoire l'expliquent, mais le présent ?

Le souci de décrire, classer et rechercher des régularités et des différenciations, de tester et de vérifier des théories est une démarche classique de géographe ; la géographie est bien une « science des lieux⁵⁸ », et partant des lieux de vie. L'analyse géographique des phénomènes, sur une échelle allant de l'individu au territoire, implique la nécessité de changer d'échelles. L'échelle étant liée à la mesure de l'espace, l'emboîtement des échelles est rendu nécessaire. Dans le cas des territoires de la religion catholique,

le monde. L'approche régionale aujourd'hui, Revue Géopoint 88, groupe Dupont, Université d'Avignon, 1989, 181 p.

53. HÉRIN, Robert, FRÉMONT, Armand, CHEVALIER, Jacques, RENARD, Jean, *Géographie Sociale*, Paris, Masson, 1984, 387 p.

54. Antonio Cunha le définit quand à lui : « comme un ensemble formé par une société et l'espace qu'elle organise », CUNHA, Antonio, « Régions, espaces et territoires : une grille de lecture », p. 73 à 76, Géopoint 88, *L'approche régionale aujourd'hui*, op. cit., p. 15, note 52

55. DI MÉO, Guy, *Les Territoires du quotidien...*, op. cit., p. 12, note 43.

56. TIZON, Philippe, dans DI MÉO, Guy (dir.), *Les Territoires du quotidien...*, op. cit., p. 12, note 43.

57. DI MÉO, Guy, *L'Homme la société l'espace*, Paris, éd. Anthropos, 1991, 319 p.

58. VIDAL DE LA BLACHE, Paul, *Principes de Géographie humaine*, Paris, Utz, reed. coll. « La science des autres », 1995, 347 p.

la référence à une multitude de découpages ou de mailles territoriales est un passage obligé : soit elles possèdent des logiques de fonctionnement cohérentes pour le phénomène étudié, soit elles ne sont qu'un support pour la collecte de données ou d'informations. Le changement d'échelle implique de toute façon d'articuler l'ensemble des niveaux emboîtés, selon ce principe simple : aux niveaux supérieurs les détails disparaissent (formes globales) et aux niveaux fins les différenciations sont fortes (formes locales). Les échelles de temps constituent également un cadre éclairant la structuration de l'espace : certaines unités spatiales (ou des réseaux) ont des durées de vie très courtes, d'autres au contraire sont pérennes, comme l'a été la paroisse.

La question reste entière de savoir si l'espace permet de proposer des systèmes d'explication cohérents de phénomènes dont la dynamique se manifeste à l'échelle individuelle. Comment donc concilier modélisation et approche micro-localisée ? Le problème est de trouver une dimension collective à des faits individuels très particuliers, tels que les pratiques et comportements religieux inscrits dans l'espace, et rechercher des causalités et des constantes générant des modèles explicatifs ; car plus un modèle se rapproche de la réalité, moins il est explicatif et devient compliqué ; plus il est explicatif et plus il s'éloigne de la réalité par son dépouillement. La recherche-action engagée doit apporter des éléments de réponse ; la typologie peut vraisemblablement apporter un premier éclairage, par groupes, en fonction des pratiques ?

Les tenants d'une géographie sociale, humaine ou humaniste, et tous ceux qui traitent des humanités d'une manière générale, sont nécessairement critiques à l'égard de modèles mathématiques déterministes qui ne peuvent prendre en compte que partiellement la réalité complexe, les éléments aléatoires ou subjectifs. En ce sens il ne peut exister de modélisation parfaite ou réellement satisfaisante en sciences humaines et sociales de manière générale, car les phénomènes étudiés sont nécessairement multi-déterminés. Par ailleurs le chercheur est toujours plus ou moins directement concerné par son objet, étant lui-même inséré dans la société, agissant comme d'autres dans le groupe. Par conséquent, lorsqu'on introduit dans un projet de modélisation des indicateurs non matériels, subjectifs ou incertains comme le sentiment d'identité ou d'appartenance, on se heurte à une difficulté majeure et la validité scientifique s'en trouve questionnée. « Il faut rester conscient du fait qu'un modèle ne peut s'adapter qu'à un aspect de la réalité, et qu'il est impossible de prendre en compte la totalité de ce qui influence le cours des choses, depuis la macro-échelle (évolution géo-politique) jusqu'à la micro-échelle (évolutions socio-culturelles et psychologiques des individus ou des groupes)⁵⁹. »

59. GUERMOND, Yves, *Modélisation en géographie, déterminismes et complexités*, Paris, Lavoisier, 2005, 389 p.

Ceux qui travaillent à l'échelle de l'individu utilisent généralement une approche qui prend en compte les effets contextuels. Ceci afin d'éviter l'erreur atomiste, c'est-à-dire décrire et analyser l'individu par rapport à ses caractéristiques propres sans tenir compte de son environnement ou des différents contextes qui vont influencer son comportement. Par conséquent la méthode consiste à analyser des niveaux de plus en plus fins par rapport à des entités spatiales plus larges qui conditionnent et définissent des contextes. En effet, la validité des structures territoriales est dépendante des dynamiques de peuplement et même elle est engendrée par elles, concentration ou dispersion conditionnant largement les limites territoriales. Tout semble donc se passer comme s'il y avait élasticité du sens des frontières/limites selon qu'on prenne tel ou tel point de vue.

Le temps est interrogé, religion et société n'évoluant pas aux mêmes rythmes : l'hypothèse d'un modèle singulier est retenue. Par ailleurs, la confrontation des résultats de l'ensemble des chercheurs engagés dans le projet, historiens et géographes, devrait permettre de valider la relation étroite, ténue, entre facteurs de composition/décomposition/recomposition des territoires de la religion catholique en France.

RÉSUMÉ

L'article propose d'aborder, du point de vue de ses permanences mais également de ses mutations, le maillage religieux de l'espace. Les territoires de la religion catholique, que sont les diocèses et les paroisses, constituent en effet des héritages anciens, le cadre originel du christianisme en France. Ils procèdent d'une lente construction historique; cette longévité s'est trouvée interrogée et remise en question au cours du dernier demi-siècle écoulé; une sorte de « réforme territoriale » de l'Église catholique. Elle est le résultat des profonds bouleversements qu'a connus la société française au cours de la seconde moitié du ^{xx}e siècle surtout, dans tous les domaines de la vie et de l'activité humaine. Cette simplification des territoires par regroupement des unités paroissiales contribue à recomposer les cadres géographiques vécus, et modifie les pratiques spatiales en même temps que les comportements religieux. Une géographie sociale traitant de ces thématiques repose nécessairement sur une réflexion autour de l'espace, du temps et de la société. Le maillage paroissial ainsi recomposé laisse-t-il place à un nouveau modèle territorial dans lequel les communautés et les fidèles se reconnaissent? De paroisses territoriales ne glissons-nous pas vers des structures communautaires de croyants?

ABSTRACT

The article suggests approaching, from a point of view of offices but also of its changes, the religious geographical setup. The catholic religions territories that are the dioceses and parishes make up ancient heritages, the original make up of the geographical setup of christianisme, wich precede a slow and permanent historical construction.

This long life has been queried and questioned over the last half-century. This "territorial reform" of the catholic church is the result of deep upheavels that our society went through during the 20th mostly, in all walks of life and of human activity. A simplification of the catholic religions territories by regrouping of parish units recomposes the framework lived out and modifies the spatial applications and at the same time the religions practices. A social geography refering to these subjects articulating necessarily thoughts around the space of time and society. The religious setup for parishes like this being reset, is there any place for a new territorial model in which the communities and the faithful recognise themselves? From territorial parishes don't we slide towards the community structures of the believers?